Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 28 avril 2008 de M. Simon Brandt, intitulée: «Etablissements publics: une exhaustivité aussi dans la transparence».

TEXTE DE LA QUESTION

Suite à l'inventaire exhaustif des établissements publics de la Ville de Genève effectué par le département des finances et du logement:

- que rapporte à la Ville chacun des établissements publics propriété de la Ville de Genève? Quelle est la justification en cas d'absence de revenu?
- Quels sont les établissements qui pourraient prochainement voir leur exploitation suspendue de manière temporaire ou définitive (rénovations, changements d'affectation, etc.)?
- Quel est le calendrier de réouverture des établissements actuellement fermés (Halles de l'Île, Île Rousseau, etc.)?
- Quels sont les établissements/arcades dont la Ville envisage de confier la gestion à des associations? Quel est le loyer que verseront celles-ci?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

La Gérance immobilière municipale est chargée de la gestion de plus de 100 établissements publics, d'importance très variable. Certains d'entre eux portent l'image de la ville, voire du canton, tandis que d'autres sont plus modestes, mais jouent un rôle important au niveau de l'animation du quartier dans lequel ils se situent.

Sur le plan juridique, les règles relatives à la gestion de ces établissements sont en évolution. Ainsi, les traditionnels fermages ont progressivement été remplacés, au fur et à mesure de leur échéance, par des baux commerciaux traditionnels ou, dans certains cas spécifiques, par des baux partiaires (Halles de l'Île, Hôtel-de-Ville, Lacustre). A ce jour, seuls trois cas de fermage subsistent, l'échéance du fermage n'étant pas encore intervenue (La Potinière, La Perle du Lac, l'Alhambra).

La forme et la fréquence des mises au concours, ainsi que les modalités de transfert des fonds de commerce, font également l'objet d'une réflexion approfondie. Il s'agit en effet de garantir le respect du principe de l'équité, tout en assurant une saine gestion sur le plan économique. Ces préoccupations sont également prises en compte en matière de fourniture, ou non, d'équipements d'exploitation par la Ville de Genève, lors de la conclusion de nouveaux baux, ces éléments influençant sensiblement le montant des loyers fixés.

Sur le plan de la gestion administrative des établissements publics, une meilleure efficacité est atteinte par la centralisation du suivi de ces établissements publics au

sein de la Gérance immobilière municipale, afin d'utiliser au mieux les compétences «métier» adéquates. La gestion d'établissements publics implique en effet la prise en compte de paramètres techniques, commerciaux et d'exploitation très différents de ceux qui s'appliquent à la gestion d'immeubles de logements.

Cela étant, il convient de considérer les éléments financiers avec prudence, soit en raison des changements d'exploitants, soit en raison du fait que le montant annuel définitif repose sur un pourcentage du chiffre d'affaires ou du bénéfice d'exploitation qui n'est connu qu'a posteriori. Il est cependant possible de dire qu'à fin 2009, les chiffres disponibles font ressortir des revenus de 4 084 034 francs pour l'année, le montant des redevances étant basé, pour ce qui concerne le patrimoine financier, sur les bonnes pratiques commerciales, et en tenant compte des caractéristiques spécifiques de chaque établissement.

En ce qui concerne les suspensions temporaires d'activité, l'île Rousseau devrait faire l'objet, si le Conseil municipal vote les crédits nécessaires, d'une rénovation qui pourrait être engagée encore cette année. Ces interventions permettront l'amélioration des prestations aux consommateurs. Fera également l'objet d'importants travaux, notamment de remise aux normes, la Perle-du-Lac. Quant au Café-Restaurant UGS à la rue du Nant 2, dans le quartier des Eaux-Vives, la mise au concours lancée a permis le choix d'un futur exploitant.

La brasserie des Halles de l'île, ouverte depuis le printemps 2009, tout comme le restaurant de la piscine des Vernets, rencontrent un vif succès.

Enfin, s'agissant d'associations, les établissements loués sont, dans la majorité des cas, mis à disposition gratuitement, sauf cas particuliers. Ainsi, l'Association des usagers des bains des Pâquis verse un loyer annuel de 178 800 francs, et l'Association de l'Auberge de jeunesse reverse à la Ville 4,50 francs par nuitée, ce qui a représenté un montant global de 410 710 francs.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Sandrine Salerno

Le 10 février 2010.